

Du matraquage et du fiasco

Par l'intermédiaire de la Convergence*, le SNCA e.i.L. Convergence est destinataire ce jour d'un texte d'ATTAC-France relatant la répression d'une manifestation, pourtant dûment déclarée à la Préfecture de Police de Paris.

Samedi 19 octobre 2013, le DAL, mouvement pour le **Droit Au Logement** dont le porte-parole est Jean-Baptiste Eyraud, manifestait Place de la République à Paris pour exiger l'application de la **loi DALO** (Droit au Logement Opposable). Les CRS, envoyés pour mater une manif pacifique, n'ont pas hésité à frapper violemment certain-es manifestant-es. Attaqué à coup de pied alors qu'il était au sol, Jean-Baptiste Eyraud a eu des côtes brisées.

Aucune agence de presse, et partant aucun média, n'a parlé ni de la manif ni de la répression disproportionnée contre des mal logés ou des pas logés du tout, autorisés pourtant à manifester par la hiérarchie des CRS (**Compagnies Républicaines de Sécurité**) elle-même !

Il y a là plusieurs constats à faire qui malheureusement ne plaident pas pour un changement que les résultats des élections de mai 2012 prétendaient annoncer.

1. Le silence de la presse écrite et audiovisuelle sur cette affaire s'explique par la main mise de longue date, et renforcée jusqu'au délire lors du précédent quinquennat, sur l'information par les grands groupes financiers qui, sous prétexte de libéralisme économique, *i.e.* capitalisme, tuent la liberté d'expression dans l'œuf, même si cette liberté d'expression est un droit constitutionnel. Il n'y a eu, depuis l'arrivée de HOLLANDE-AYRAULT (que d'homonymies !) **aucun correctif à ce fait antidémocratique et antirépublicain de soumettre l'information à la seule loi du marché** ; que je sache, les grands patrons de presse sont toujours maîtres chez eux (et ailleurs aussi, hélas !)
2. Les manifestants sont des pauvres (il est peu probable que les riches amis de SARKO et les non moins riches notables que favorise le roi de Hollande aient des problèmes de logement) ; et moins on les voit, mieux ça marche pour les affaires, dont celles portant sur l'immobilier ne sont pas les moins juteuses. Alors, la **loi DALO** (mars 2007), la vieille **loi Solidarité et Renouvellement Urbain** ou SRU (décembre 2000) ... Au lieu de les faire appliquer, Madame DUFLOT fait sa-ses loi-s bien à elle, afin d'immortaliser son nom ... A l'aune de l'expérience, les manifestants du 19 octobre n'ont pas l'air d'y croire. En plus de **l'indécence de la spéculation immobilière**, il y a **l'obscénité de l'inflation législative et réglementaire destinée à brouiller les cartes aux dépens des principes de la démocratie et de la République sociale ... et des citoyens !** Là, encore, HOLLANDE et son gouvernement mettent leurs pas dans ceux de SARKO-FILLON.
3. Les pauvres mal logés ou pas logés du tout, **les pauvres en général, sont dangereux pour la sécurité républicaine puisque contre eux un gouvernement socialiste lance une répression policière à la fois précise et hors de proportion.** La logique, initiée par SARKO, selon laquelle les pauvres - et les futurs pauvres ! - sont des ratés, voire des fainéants qui n'ont que ce qu'ils méritent, c'est-à-dire pas grand chose et même le moins possible, semble convenir aux chantres du « changement, c'est maintenant » ! Avec ces gens là, ceux qui méprisent les pauvres qu'ils multiplient et qui font le lit de LA PEN et des nervis criminels qui la (des)servent, la devise républicaine Liberté Egalité Fraternité devient une comptine puérile et vide de sens !

Les HOLLANDE, AYRAULT, VALLS et *tutti quanti* gouvernent avec moins de rollex et de portables que SARKO-PANTALON ... Encore que la compagne du roi soit une spécialiste du twittage intempestif ... Mais leurs orientations ne sont pas fondamentalement différentes : complaire à la haute finance, lui rendre au centuple ce qu'elle prétend avoir

« citoyennement »** (ouais !) fait pour l'Etat qu'en tout état de cause elle s'efforce de juguler, d'affaiblir, « d'impuissanter » pour reprendre cette expression aux lambertos, lui permettre de se substituer à l'autorité politique pour impulser une politique économique de la terre brûlée et une politique sociale de l'abandon des lois de protection sociale au profit d'un compassionnel écoeurant et ravageur. Le cap que ses prétendus adversaires reprochent à François HOLLANDE de ne pas avoir, il le tient pourtant, et d'eux : **spolier le travail, sur doter les nantis, creuser les inégalités au profit de la classe dirigeante issue de la finance, dominer si peu, comme l'autre, la situation qu'il faut la traiter au coup par coup, sans nuance, sans référence aux valeurs républicaines ni aux principes démocratiques, et en brandissant la matraque, ce phallus substitutif des habitués du fiasco politique.**

Les autres formes de *fiasco* appartenant à la vie des alcôves, je m'en tiendrai là : Laïcité oblige !

Paris le 23 octobre 2013

Arsa

* *Convergence des Collectifs pour la Défense et le Développement des Services Publics, ou CCDDSP*

** *Combien de slogans publicitaires parlent d'entreprises – surtout celles qui vendent du vent – « citoyennes » !*